

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

C.E.S public Cimgabon : des débuts difficiles

FONCTIONNEL depuis seulement cette année scolaire, l'établissement secondaire se trouve encore dans un dénuement total.

MIKOLO MIKOLO
Ntoum/Gabon

GARE d'Alarmitang, un site sans commodités au centre de la commune de Ntoum, sur la route de Nzamaligué. Le temps, ce lundi matin, est propice aux piétons en quête d'un moyen de locomotion pour rallier leurs lieux de travail ou regagner leurs domiciles. Un pick-up pas de première jeunesse attend les passagers : "Rails-cité de la cimenterie, je démarre maintenant...", hèle Charles, un jeune chargeur. Ce dernier, ajouté à dix autres personnes, prennent place sur deux longs placés de chaque côté à l'arrière du véhicule. En cabine, le conducteur partage l'espace avec un autre passager et ses deux fils. Au mépris des mesures barrières. "Jeune homme, veux-tu voir mourir tous ces gens entassés et sans masques pour certains, alors que le coronavirus fait des ravages?", se plaint un usager. Le chargeur, souriant et visiblement insouciant, rétorque : "il n'y a pas de coronavirus ici mon grand. C'est à Libreville où l'on parle de cette maladie..." Une insouciance – doublée du mauvais état de la route – qui irrite certains passagers. Trous, dos d'âne et autres cassis jonchent celle-ci. Tout au long du parcours, les jardins de légumes défilent sous nos yeux. Et, près de trente minutes après la traversée des rails, la voiture débarque ses derniers passagers devant l'école publique de Cimgabon, désormais érigée en "C.E.S public Cimgabon". Un nouvel établissement secondaire qui, pour sa première année d'exercice, se résume en un bâtiment de cinq salles de classe pédagogique. Celles-ci abritent uniquement les classes de 6e dont les effectifs tournent autour d'une quarantaine d'apprenants.



Le bâtiment à gauche abrite les cinq salles de classe qui composent le nouveau C.E.S public Cimgabon.

"C'est un nouveau-né qui éprouve encore des soucis au niveau des conditions de travail. Le matériel didactique nous fait vraiment défaut", confie le surveillant général, Paulin. Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et en vue de faire observer la distanciation physique notamment, lui souhaite voir étoffé l'effectif des professeurs de mathématiques. Tout comme sa collègue Amélie, Paulin fait cependant confiance à sa hiérarchie pour le développement de l'établissement. A preuve, deux longs bâtiments, visibles à l'arrière du terrain, sont en train de sortir de terre. Sur place d'ailleurs, quelques ouvriers s'attellent à faire le mélange des matériaux, pendant que d'autres montent les briques. Le site abritera non seulement des salles de classe, mais également les bureaux administratifs. Ce qui permettra à l'équipe d'encadrement de tra-

vailer dans de meilleures conditions que celles d'aujourd'hui (le personnel est actuellement contraint de travailler et recevoir les visiteurs assis sur des tables-bancs installés à l'entrée ou à l'intérieur d'une salle de classe muée en bureau de fortune). En

outre, l'état de la route et le coût élevé du transport (500 francs pour l'aller simple) suscitent de nombreuses critiques. "Tous les enseignants ne logent pas ici à la cité. En plus de ceux qui habitent au centre de Ntoum, certains, mutés en retard, viennent de

Libreville chaque jour", informe-t-on. Seule satisfaction, l'environnement du collège qui sied à tous les acteurs de l'éducation. "Ce site, propice à la réflexion, est reposant. Nous sommes loin du vacarme et de l'insécurité de la ville", se félicite une enseignante.

L'harmonie dans le travail malgré tout

MM
Ntoum/Gabon

LA cité de Cimgabon, un cadre certes reposant mais qui a perdu l'usure sa splendeur d'antan, avec le nouveau CES public Cimgabon, dans le 1er arrondissement de la commune de Ntoum,

chef-lieu du département du Komo-Mondah. Nonobstant le dénuement au niveau du matériel didactique notamment, l'harmonie semble régner entre le personnel administratif et les enseignants, "assidus à leurs postes de travail", témoigne un élève. Un enseignant d'ailleurs rencontré sur place ne dit pas

autre chose: "Nous travaillons en symbiose en dépit de la précarité de nos conditions de travail".

Pas question donc pour eux de se soustraire de leurs devoirs, tant ils font confiance à leurs autorités de tutelle qui, estiment-ils, "vont trouver des solutions à nos différentes préoccupations".